



Perspectives économiques en Afrique 2006

« Vers la stabilité politique ? »

par Lucia Wegner et Henri-Bernard Solignac Lecomte

Repères n°20 découle des *Perspectives économiques en Afrique 2005/2006*, une co-édition de la Banque africaine de développement et le Centre de développement de l'OCDE
www.oecd.org/dev/publications/perspectivesafricaines

- ◆ L'accent mis sur les conflits et les données empiriques masque les réels progrès des pays africains pour instaurer des systèmes politiques plus stables et plus ouverts.
- ◆ C'est ce que révèle un nouvel indicateur, qui repose sur une analyse systématique des événements et des décisions politiques intervenus au cours des dix dernières années.
- ◆ Le diagnostic pour 2004 et 2005 est meilleur que l'on aurait pu le penser.

On a souvent le sentiment que les conflits sont consubstantiels à l'Afrique et que toute embellie du climat politique ne peut être que provisoire. De fait, la région du Darfour au Soudan, celle du Delta au Nigeria, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, l'Ouganda, ou encore la République démocratique du Congo (RDC), dans sa partie orientale, sont encore la proie de conflits et d'instabilité politique. Cela signifie-il pour autant que la stabilité politique et la démocratie ne progressent pas ? La situation connaît-elle une aggravation ou une amélioration ?

L'accent mis sur les conflits et les données empiriques masque les véritables progrès accomplis par les pays africains pour instaurer des systèmes politiques plus stables et plus ouverts. Un suivi minutieux des événements et des décisions qui constituent le quotidien de la vie politique et de l'attitude des pouvoirs publics dans 30 pays africains révèle l'ampleur du changement. Les *Perspectives économiques en Afrique* – un rapport annuel du Centre de développement de l'OCDE et de la Banque africaine de développement – permettent cette analyse systématique, en étudiant trois types d'événements politiques : les troubles politiques intérieurs ; la répression exercée par l'État ; et l'assouplissement du régime.

Les indicateurs des *Perspectives économiques en Afrique* révèlent une atténuation de la répression politique au cours des dix dernières années, à mesure que les dirigeants adhèrent au principe de l'État de droit et du respect des droits de l'homme. L'affirmation des droits civils et des libertés s'améliore dans des pays qui étaient encore fragiles au début de la décennie, comme l'Afrique du Sud, l'Algérie et le Nigeria.

Parallèlement, l'instabilité politique régresse, à l'exception – notoire – de la Côte d'Ivoire, de la RDC et du Tchad où les autorités ont réagi à une instabilité croissante en durcissant leur régime. Plusieurs pays ont organisé des élections présidentielles et/ou législatives en 2005 et 2006 ainsi que des référendums importants. Le Bénin et la Tanzanie ont rejoint le Mozambique dans le club encore assez fermé mais grandissant des pays ayant connu une transition pacifique lors de présidentielles. L'Égypte a tenu les premières élections pluralistes de son histoire, permettant à l'opposition de progresser sensiblement. En Ouganda, 92.5 pour cent des votants ont approuvé le retour au multipartisme. On peut espérer d'autres évolutions positives en 2006 avec l'achèvement ou le lancement de délicats programmes de transition politique en Côte d'Ivoire, au Liberia, en RDC et au Tchad.

Les troubles politiques tendent à redoubler à l'approche des élections. En 2005, l'Égypte, l'Éthiopie et le Gabon ont été le théâtre de manifestations, d'émeutes et de heurts avec les forces de l'ordre. Le Tchad a également connu un regain de tensions, tout comme le Kenya après le rejet de la nouvelle constitution soutenue par le gouvernement – ce qui a conduit le président à suspendre le parlement. D'une certaine façon, ces poussées de fièvre peuvent être interprétées comme le signe d'une plus grande maturité politique, les gens osant s'exprimer et se manifester davantage. Bien entendu, la plus grande prudence s'impose au moment d'interpréter ces données : les tensions peuvent aussi se tasser du fait d'un durcissement de la répression. C'est le cas au Zimbabwe.

Un indicateur d'alerte précoce

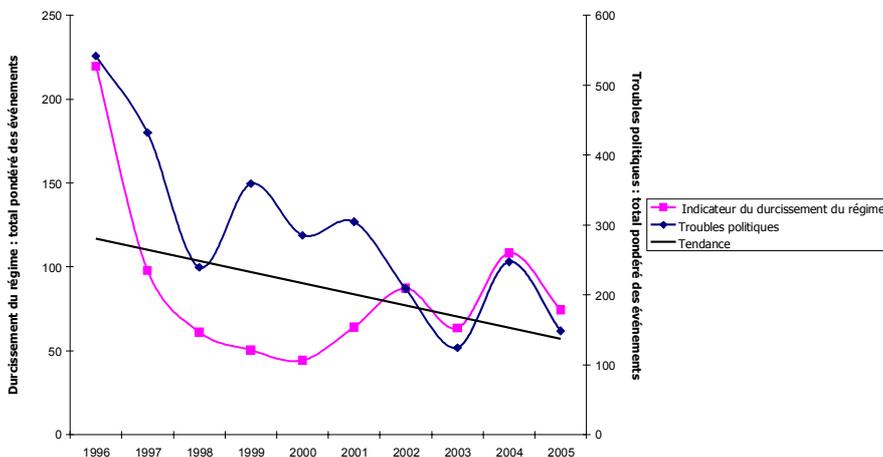
Les indicateurs politiques partent d'informations glanées dans l'hebdomadaire français *Marchés tropicaux et méditerranéens*. Ils renvoient :

- 1) **aux troubles politiques** : grèves, manifestations, violences et coups d'État ;
- 2) **à l'assouplissement du régime** : libération de prisonniers politiques, mesures en faveur des droits de l'homme, avancées démocratiques, levée des interdictions (manifestations et débats politiques) ;
- 3) **au durcissement du régime politique** : incarcérations d'opposants, mesures contraires à la démocratie (dissolution des partis politiques, violences commises par les forces de police et interdiction des manifestations ou des débats politiques).

A noter : les événements ont été traités comme des variables statistiques dont on a observé la fréquence et l'intensité. Une analyse en composantes principales a ensuite été effectuée de façon à donner à chaque variable un poids pertinent dans les indicateurs synthétiques.

Les indicateurs obtenues couvrent 30 pays africains dans cinq sous-régions de l'Afrique ; elles ont été collectées une fois par semaine entre janvier 1996 et décembre 2005. L'objectif n'est pas de s'intéresser aux conflits dans les pays qui connaissent déjà une telle situation mais de fournir aux pays relativement stables des indicateurs d'alerte précoce et de risques. Aucun des pays couverts n'est dans une situation de guerre ouverte, même si certains sont sur une pente dangereuse. Le pilotage périodique des indicateurs politiques des PEA permet également de suivre l'évolution des réactions politiques à l'instabilité et leur impact sur les performances de l'économie.

Figure 1. **Troubles politiques et durcissement du régime**



Source : OCDE (2006), *Perspectives économiques en Afrique*.

Le suivi minutieux de l'activité politique effectué en Afrique de l'Ouest et en Afrique australe par les *Perspectives économiques en Afrique* n'a pas repéré d'effet de contagion de l'instabilité politique. En dépit de tensions croissantes en Côte d'Ivoire et malgré la dégradation du régime politique au Zimbabwe, les pays voisins ont bien résisté et continuent – c'est notamment le cas du Mali – à progresser sur la voie de la démocratie et de la stabilité.

Dans certains cas pourtant, les troubles se jouent des frontières. En Afrique, la guerre et ses tensions restent la plus grande menace pour la démocratie et les droits de l'homme. Les combats

incessants dans l'est de la RDC compromettent la pacification durable du pays. Les tensions ont repris en 2005 entre l'Érythrée et l'Éthiopie et les conflits dans le nord de l'Ouganda et le nord du Kenya se poursuivent. Le Tchad a été durement atteint par la crise persistante au Darfour, dans l'ouest du Soudan, avec le flux de réfugiés franchissant la frontière.

En lieu et place d'une « analyse » souvent confuse et empirique de la politique africaine, l'indicateur politique des *Perspectives économiques en Afrique* jette les bases de projections réalistes à court terme sur la santé politique de ces pays. En définitive, le diagnostic posé pour les années 2004 et 2005 est nettement meilleur que l'on aurait pu le penser.

www.oecd.org/dev/reperes

www.oecd.org/dev/cahiers

www.oecd.org/dev/dt



Les lecteurs sont invités à citer ou reproduire les informations des *Repères* du Centre de développement de l'OCDE dans leurs propres publications. En échange, le Centre demande les remerciements de rigueur ainsi qu'un exemplaire de la publication. Le texte intégral des *Repères* et d'autres informations sur le Centre de développement et ses travaux sont disponibles sur : www.oecd.org/dev

Centre de développement de l'OCDE
2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16, France
Tél : 33 (0)1 45.24.82.00
Fax : 33 (0)1 44.30.61.49
mél : cendev.contact@oecd.org